Edito**Excédent céréalier 2003-2004 au Burkina : Contrainte ou Atout ?...**

Le bilan céréalier provisoire de la campagne agricole 2003-2004 est connu : Le disponible céréalier (production, stocks initiaux, importation) est de 3.536.700 tonnes. Le total des besoins (consommation, stocks finaux, exportation) s'élève à 2.528.100 tonnes. L'excédent net provisoire est donc de 1.008.600 tonnes toutes céréales confondues représentant près de 40% des besoins.

Les statistiques du ministère de l'agriculture, validées par les experts d'institutions spécialisées telles FAO, CILSS et FEWS, évaluent la production agricole totale à 3.647.100 tonnes en 2003 soit une augmentation de 17% par rapport à 2002 et de 31% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Cette production - qui porte essentiellement sur le maïs, le sorgho, le mil, le fonio et le riz - représente cette année plus de 25% de la production des 9 neuf pays du CILSS : c'est une production record. Si d'une part ces résultats sont bien accueillis parce que permettant au Burkina de s'auto suffire dans le domaine céréalier, d'autre part il se pose le problème de l'écoulement de cet excédent énorme jamais atteint au Burkina.

Dors et déjà, on constate une chute des cours du marché céréalier jusqu'à 65% voire 70% pour certaines spéculations. « *A cours terme, ce sera une bonne situation, mais à moyen terme, cela va créer des difficultés si les produits ne sont pas écoulés dans les deux années qui viennent. Les producteurs risquent de se replier sur eux-mêmes et de se confiner à l'agriculture d'auto-subsistance. C'est l'autonomie rurale qui pourrait en prendre un coup* » analyse le ministre Burkinabè chargé de l'agriculture Monsieur Salif DIALLO.

Comme solution à ce problème, le ministre propose de trouver impérativement des voies d'écoulement du surplus agricole enregistré au cours de la présente campagne agricole. Notre contribution à cette réflexion distingue deux niveaux d'actions :

A court terme, il convient de mettre en place des stratégies de commercialisation et/ou de stockage de l'excédent. Afrique Verte contribuera par la mise en relation de l'offre et de la demande à travers les bourses céréalières. Il est important de rappeler que même en bonne campagne de production, il subsiste des zones qui connaissent des déficits localisés dus soit aux poches de sécheresse (plateau Central), soit aux inondations comme c'est le cas cette année dans les provinces de l'Obriténga, du Boulgou, du Sanmatenga, du Gourma, du Namentenga etc. Au niveau national, plus de 70.700 hectares de champs ont été endommagés du fait des inondations. Une quarantaine de digues et micro barrages ont cédé sur l'ensemble du pays. Des débordements de certains fleuves et

rivières tels le Mouhoun et le lac Bam ont également causé des dégâts énormes au niveau des populations et du cheptel.

En ce qui concerne le stockage, Afrique Verte en collaboration avec les producteurs mettra en œuvre des formations sur les techniques de conservation des stocks qui ne seront pas écoulés faute de marchés porteurs.

A moyen terme, il faut déployer un dispositif incitatif pour faciliter la transformation agroalimentaire dans le pays. Dans ce sens, depuis Mai 2003, Afrique Verte a démarré un projet pilote de transformation artisanale avec les femmes du centre urbain et périurbain de Ouagadougou.

Cependant, pour résorber les excédents d'une agriculture en croissance, il faut aller au delà de la transformation artisanale et encourager la création de petites industries agroalimentaires. Au regard des importations alimentaires croissantes, cela reste une sérieuse alternative à explorer par les investisseurs.

Il y a également lieu d'envisager la fabrication d'aliments de bétail et de volaille à base de céréales. En effet, le Burkina reste un producteur potentiel de viande dans la sous région (5.000.000 de bovins, 15.000.000 d'ovins/caprins, 23.100.000 de volailles en 2001), alors que l'élevage y reste extensif avec une productivité faible. La transformation des céréales locales en aliments de bétail/volaille participera à la résorption de l'excédent céréalier et à l'amélioration de l'élevage traditionnel pour la production de viande et de lait, ce qui diminuera la facture d'importation de lait qui s'élève à 9.000.000.000 FCFA par an.

En définitive, il faut diversifier l'économie agricole du Burkina, car au fur et à mesure que la production céréalière enregistre des performances, il est important de trouver des débouchés aux excédents afin de soutenir la croissance agricole. La création d'une industrie agroalimentaire participe à cela en permettant la diversification de l'alimentation, la modernisation de l'élevage et la réalisation d'économies sur la facture d'importation de lait.

**Joyeuses Fêtes
de fin d'année
à nos lecteurs**

Rencontre des équipes à Ouagadougou

Les responsables chargés de la gestion comptable et financière des trois antennes d'Afrique Verte ont tenu un séminaire de réflexion les 27, 28, 29 et 30 octobre 2003. C'était en présence de Claire TARRIERE, la responsable administrative et financière du siège d'Afrique Verte à Paris. C'est le bureau de coordination d'Afrique Verte Burkina qui a été l'hôte de la rencontre.

Elle avait pour objet d'harmoniser les méthodes de travail sur l'ensemble des quatre (4) sites d'Afrique Verte à savoir le siège et les trois antennes sahéliennes. Les travaux ont permis aux participants d'arriver aux conclusions suivantes : utilisation des mêmes versions de logiciel comptable Sage Saari, adoption d'une codification des plans comptables-pays en harmonie avec le plan comptable général d'Afrique Verte, établissement de principes directeurs portant sur la comptabilité analytique, adoption de procédures pour la remontée des fichiers et des pièces comptables et élaboration du cadre budgétaire pour 2004.

De l'avis de OUEDRAOGO Suzanne, gestionnaire comptable d'Afrique Verte Burkina, la rencontre a été d'une grande utilité, en témoigne la grande satisfaction qu'elle tire de cette séance de travail en commun. Selon elle, le plan de travail et les objectifs de la rencontre ont été bien définis, ce qui a permis d'atteindre les résultats escomptés.

Claire TARRIERE se dit très satisfaite, les objectifs du séminaire ayant été largement atteints au regard du programme prévisionnel de travail.

Elle a tenu à préciser que cette visite au Burkina a été pour elle l'occasion de faire la connaissance des équipes sahéliennes.

En rappel, Claire TARRIERE est la remplaçante de Michèle Marin, appelée à d'autres fonctions en juillet 2003.

Les coordonnateurs et responsables des formations des trois pays (Burkina, Mali et Niger) ont participé à quelques séquences du séminaire sur la gestion et ont tenu concomitamment leur rencontre périodique respective en marge de cet atelier.

A mi-parcours du projet d'appui aux transformatrices : des impacts perceptibles

Témoignage de Madame Zougrana Pauline de l'association Bo beog Neere

Je remercie l'ONG Afrique Verte d'avoir pensé aux femmes et particulièrement à nous autres qui intervenons dans la transformation des produits céréaliers. Je suis particulièrement contente d'être dans ce projet car au stade actuel, j'ai déjà bénéficié de beaucoup de connaissances grâce à Afrique Verte. D'abord en matière de formation, j'ai acquis des connaissances sur la vie associative, la gestion financière au sein de l'association et la place du crédit dans les activités de production.

Evidemment, il y a un changement progressif qui s'opère dans la vie de mon association. Après chaque formation, nous tenons une

assemblée générale qui réunit les membres et nous rendons compte de ce que nous avons appris. Nous disposons maintenant de cahiers de compte par exemple, chose qui n'existait pas avant. C'est un grand changement.

En matière de suivi, nous sommes également satisfaites des conseils d'Afrique Verte. L'agent de projet s'intéresse beaucoup à nos difficultés et nous donne de bons conseils. Par exemple, il revient sur des aspects qui touchent à notre vie d'association et à nos activités ; il insiste sur la nécessité pour nous de cultiver la cohésion et de partager équitablement les différentes tâches au sein de l'association. Nous sommes vraiment contentes. Pour cela nous ne pouvons que dire merci à Afrique Verte.

Nouvelles des OP

Céréales : abondance par-ci, pénurie par-là : des angoisses à l'horizon ?

Novembre : les paysans sont encore aux champs, mais cette fois-ci pour ramener à la maison ce qu'ils ont semé: les récoltes ! Cette année, faut-il le redire, la campagne agricole a été bonne dans l'ensemble. Pour les producteurs et les organisations paysannes de certaines localités, l'écoulement de l'excédent se présente déjà comme un souci majeur. Dans la province du Boulgou, région du centre-est, le groupement villageois féminin Delwendé de Godê (près de Tenkodogo) relève : « *Cette année, nous avons eu beaucoup de mil, mais nous ne pouvons pas le vendre. Personne ne veut acheter* ». Les membres de l'OP redoutent les difficultés potentielles de leurs activités de commercialisation des céréales : « *Cela nous empêche de dormir paisiblement* » nous a confié une des responsables de l'OP.

Si chez certaines OP les ventes locales peuvent être pratiquées, à Godê dans le Centre-Est, le GVF Delwendé doit fournir des efforts supplémentaires pour vendre localement. En effet, Godê ne dispose pas de marché céréalier. « *Nous devons parcourir une certaine distance pour accéder à un marché. Là, des commerçants achètent nos céréales à des prix fixés par eux pour les revendre dans les grands centres urbains comme Ouagadougou* » affirme une femme du GVF Delwendé. « *Cette situation ne nous avantage pas parce que nous n'arrivons pas, malgré le bas prix, à vendre comme il faut. On est étranger à la localité donc le problème de la clientèle se pose* » ajoute une autre femme.

Comme solution, le GVF entrevoit le stockage et la conservation de ses céréales en vue de les vendre en période difficile (juillet-août). A la question de savoir si ces mois seront bénéfiques à la

vente, la réponse d'une des femmes est sans équivoque : « *Il n'y a pas de doute, nous pourrions bien vendre à ces périodes car les prix connaîtront une hausse à cause des pénuries que l'ont constatera à certains endroits* ».

En attendant, le GVF Delwendé développe des initiatives allant dans le sens de la commercialisation de ses céréales. Il pense à procéder à leur transformation. Le sorgho rouge en particulier peut être transformé en mil germé. Mais là aussi, le problème du marché se pose : Il n'y a pas d'acheteur car curieusement dans le village, le dolo n'est pratiquement pas consommé. Le GVF se tourne vers les centres urbains, notamment Ouagadougou, d'où peut venir le salut : mais comment vendre ses céréales directement à Ouagadougou alors que le GVF n'a aucune adresse de commerçants dans cette ville ?

Ce parcours du combattant du GVF de Godê illustre bien les limites de l'action solitaire de commercialisation des céréales. En réseau, les OP vendent mieux leurs produits grâce à l'information mise à leur disposition par Afrique Verte.

De Godê à Silmiugou...7 Km à parcourir !

Silmiugou est situé à 7 kilomètres à peine de Godê. Autre localité, autre réalité. Les résultats de la campagne agricole varient de Godê à Silmiugou. Si à Godê l'excédent céréalier est important, à Silmiugou, les résultats de la campagne selon les paysans ne sont pas bons : il n'y a pas d'excédent, pire on constate un déficit. « *Cette année, nous n'avons pas eu beaucoup de mil* », selon un membre du GV Mixte de Silmiugou : « *La raison essentielle est que la plupart de nos champs se trouvaient dans des bas-fonds qui ont été inondés* ».

Mais ce groupement a le sommeil tranquille : Son espoir ? C'est l'existence d'une banque de céréales bien construite et bien gérée grâce à l'appui-conseil d'Afrique Verte. « *Nous n'avons jamais manqué de céréales dans notre Banque de Céréales* » affirme le magasinier du groupement.

Actualité agricole.

Le battage mécanique du mil a son (ses) prix au Burkina.

Dans la zone du centre-est, il y a une évolution remarquable de l'activité post-récolte. Le battage des récoltes est majoritairement pratiqué dans cette zone, car le mil n'est pas stocké et conservé avec les épis comme ailleurs. Ce battage se fait de moins en moins manuellement, du moins par ceux qui disposent de moyens financiers autorisant la location de tracteurs à cet effet. Le battage mécanique prend de l'ampleur au fil des ans...Le hic est que ces machines ou tracteurs à battre le mil ne sont pas disponibles à tout moment compte tenu de leur nombre insuffisant. Mais déjà gagné par les avantages qu'offrent ces batteuses, nombre de paysans de la zone ne compte plus que sur elles. Seulement, ces machines-là sont rares ! On compte en général une seule machine pour deux à

trois villages, conséquence : il y a du retard dans le battage. Le mil est exposé dans les champs dans l'attente du tracteur dont le prix de location varie entre 4.000 et 20.000 Fcfa suivant la quantité de mil à battre...C'est le premier prix à payer.

Un problème crucial résulte de l'exposition des tas de mil dans les champs. Il s'agit du conflit entre éleveurs et cultivateurs. Selon le magasinier du GV Mixte de Silmiugou, ce conflit est bien réel. « *Il faut que les éleveurs comprennent que leurs troupeaux ne doivent pas brouter nos tas de mil* » lance-t-il.

En attendant que les éleveurs le comprennent, les cultivateurs passent le plus clair de leur temps à surveiller leurs céréales...C'est le deuxième prix à payer.

Afrique sub-saharienne : 23 pays confrontés à des crises alimentaires, d'autres auront des récoltes record, selon la FAO

Alors que des récoltes record sont attendues dans certaines régions d'Afrique sub-saharienne, des pénuries alimentaires sont à craindre dans 23 pays à travers le continent, indique le rapport sur l'Afrique publié le 8 décembre par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Selon le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) de la FAO, ces constatations offrent l'opportunité d'accroître la sécurité alimentaire grâce au commerce des zones excédentaires vers les zones déficitaires.

La FAO appelle donc les organismes d'aide à recourir à des achats locaux ou à des opérations triangulaires pour leurs activités d'aide alimentaire. Le rapport sur l'Afrique fournit une analyse régionale et par pays des perspectives de récoltes et de pénuries alimentaires en Afrique sub-saharienne, y compris les perspectives des besoins d'aide alimentaire. On y apprend qu'en Afrique de l'Est, la production totale de céréales devrait augmenter par rapport à la quantité réduite de l'an dernier. « *Cependant, l'impact des sécheresses successives dans certaines parties de la Somalie et du sud-est de l'Ethiopie est particulièrement préoccupant* », est-il indiqué. L'Ethiopie et le Soudan s'attendent, cependant, à de meilleures récoltes en général, ce qui devrait améliorer la sécurité alimentaire.

En Erythrée, malgré l'amélioration de la production céréalière par rapport à la mauvaise récolte de l'an

dernier, 1,4 million de personnes auront besoin d'aide alimentaire d'urgence.

En Afrique de l'Ouest, une récolte record est attendue dans le Sahel, suite à des conditions climatiques globalement favorables lors de la saison de végétation. Toutefois, selon le rapport, le Cap-Vert, la Guinée Bissau et la Mauritanie restent exposés à des pénuries alimentaires. En Côte d'Ivoire, la situation alimentaire est critique, particulièrement dans l'Ouest et dans le Nord, contrôlés par les rebelles. Au Libéria, la situation humanitaire s'améliore à la suite de l'accord de paix d'août et au déploiement de la force ouest-africaine de maintien de la paix, mais globalement, la sécurité reste précaire.

En Sierra Leone, malgré des précipitations inférieures à la moyenne, la sécurité alimentaire globale s'est améliorée avec le retour des réfugiés et des agriculteurs déplacés qui ont repris les activités agricoles. La production alimentaire en Afrique centrale, en République Centrafricaine, dans la République démocratique du Congo et au Burundi, continue de souffrir des séquelles des conflits. Le rapport sur l'Afrique est publié trois fois dans l'année par le SMIAR.

Source : CINU Ouagadougou : www.cinu-burkina.or

Sécurité Alimentaire
Le bulletin d'information d'Afrique Verte Burkina
BP 6129 - Ouagadougou
Tél. : 34 11 39 - Fax : 34 36 24
E. mail : afrique.verte@liptinfor.bf
Site Web : www.afriqueverte.org
Rédaction : Coordination d'Afrique Verte Burkina
Collaborateur: Noël Kaboré - Communicateur